

Matériel d'optique grossissant





· lampes-loupes · enfileuse d'aiguilles

· ieux de cartes à gros chiffres

· iumelles aides visuelles

pour yous aider a lire ou mieux jouir de vos passe-temps

Catalogue de matériel optique grossissant 2 S travision

5589, ch. de la Côte des Neiges Montrea, Cc. H3T 1Y8

680, av. Victoria (les Atrums) St-Lambert, Oc. J4P 1B6



Anjou	Longueuil	St-Georges de Beauce	Rimouski		
LDBH & CENTRE SE 2000 Law Edick E Note 21 Video (Acom (E. Lebel, 242)	CLINIOLEMEDICALE CHEMIN CHAMBLY flow, Ch. Chambry foundered (\$14442,2442)	CENTRI PROFUSSIONNI DE REALICE 2006 biol. Distan- M Groups Ousi 40x,226-2020	CENTRE MILLOCAL BOOK LEAM [64] and Roskers Such 937 Rosewick +415-725 Note		
Nous visitons aus	si regulièrement tous	les C.L.S.C de la Gaspé	sie Tel: 1 (800) 363-1143		



"Merci de m'avoir aidé" Service de recherche

de résidences pour personnes

1. Choix de 157 res - 2 Conseillers qualifiés dences pour retraités(es) autonomes ou en per- 3. Planification de vos te d'autonomie adaptees a vos besoins... of votre budget

en hébergement a 4. Soutien continu dans vos démarches

SERVICE GRATUIT C'est tellement plus simple avec Centre Visaviel 1443, Fleury Est, Montréal 383-6826

«Les conservateurs contre

les programmes sociaux»

À lire sans faute en page 23



L'AQDR entreprend délà sa deuxième décennie avec une énergie sans cesse renouvelée par l'arrivée de nouveaux membres soucieux de travailler à la défense de leurs conditions de vie de retraités-es et de préretraités-es.

Cette grande vitalité, nous l'avons vu à l'oeuvre dans l'implication de plusieurs personnes de la région de la Mauricie dans l'organisation du Congrès 90 et nous les en remercions grandement

Dans la conjoncture actuelle, où l'appauvrissement des personnes démunies et le désengagement des gouvernements deviennent la trame de fond de notre vécu quotidien l'AODR avec son expertise de dix années de luttes et de victoires, se doit d'accentuer ses actions de défense des droits.

L'AQDR se développe actuellement à la grandeur du Québec. L'AQDR jouit maintenant d'une visibilité accrue qui fait en sorte que le nombre de ses membres augmente constamment et que de plus en plus de retraités sont intéressés à mettre sur pied des sections dans leurs régions respectives.

La mission de l'AQDR est de rendre les retraités moins pauvres, mieux logés, bien soignés et capables d'obtenir le soutien à domicile pour mener à bien leur vie.

La souffrance des autres nous concerne. Aussi, dans le respect de notre mission, avec l'ardeur que nous nous connaissons. que pouvons-nous faire? Seuls, nous vivons trop souvent l'impuissance. Mais ensemble, nous pouvons beaucoup.

> Yvette Brunet Rédactrice en chef

SOMMAIRE

LA FORCE DE L'AGE	BILLET	3			
Novembre-Décembre 1990	ENTREVUE				
Janvier 1991 Volume 4 Numéro 3	Richard Langlois, économiste				
La Force de l'Âge est une publication produite par l'Association Québécoise	Auteur de "S'appauvrir dans un pays riche"	5			
pour la Défense des droits des Re- traité-es et préretraité-e-s.	AQDR-EMENT VÔTRE	1 To 1			
Éditeur AQDR Provinciale 1850 rue Bercy, suite 113A	Congrès 1990 9				
Montréal (Québec) H2K 2V2	ÉCONOMIE				
(514) 526-3845	LA TPS				
Rédactrice en chef Yvette Brunet	ou l'histoire d'une siamoise à mille pattes	13			
Comité de rédaction Line Boulanger, Jean Carette,	DOSSIER				
Sylvie Chaloux, Nicole Chapdelaine, Roland Marquette, Hélène Monette, G. François Plamondon.	Hausse des tarifs en centres d'hébergement publics				
Photographie de	POLITIQUE ET SOCIÉTÉ				
la page couverture Pierre Crépó		47			
Photographes François Brunelle, Pierre Crépô, Jean-Marie Lafortune,	Vieillir sans violence	17			
Hélène Monette.	DROIT EXPRESS				
Photocomposition Composition Fleur de Lysée	"Osez vous plaindre: ça porte fruit"	18			
Impression Letra Litho	SANTÉ				
Publicité et marketing AQDR (514)526-3845	Vous avez dit médecine"douce"?	19			
Abonnement annuel	TEMPS LIBRE-VOYAGE				
4 numéros: 10 \$					
La reproduction totale ou partielle des articles de cette publication est permi- se et encouragée à condition d'en mentionner la source.	Regards de jeunes sur le grand âge dans le monde francophone	21			
Le générique masculin est utilisé dans cette revue sans aucune discri- mination et dans le seul but d'alléger le texte.	INFORMATIONS 3 ^{ÉME} ÂGE	23			
Dépôt légal Bibliothèque nationale du Québec 4e trimestre 1990 - Décembre 1990	LECTURE	27			
ISSN 0833-871X	MOT MYSTÈRE	27			
Courrier 2e classe Autorisation 7756	La Force de l'Âge a dû régler certaines questions pratiques au ni				
Port de retour garanti	duction de la revue. C'est ce qui explique le retard de parution d				

ENTREVUE AVEC RICHARD LANGLOIS AUTEUR ET ÉCONOMISTE

"S'APPAUVRIR DANS UN PAYS RICHE"

La pauvreté, ce n'est pas le sujet le plus joyeux qui soit. On dénombre au Québec plus d'un million de personse pauvres dont le tiers sont des erfants. Dans le seul Grand Montréal, 615 000 personnes vivent sous le seuli de la pauvreté. Plus le phénomène gagne de l'ampleur, plus il est douloures la stour les il est douloures.

Laissons les taux de pauvreté sortir un instant de leurs graphiques et des statistiques pour devenir physiquement, concrétement, des personnes humaines. Elles sont nombreuses, multiples, de tous les groupes d'âge, familles, régions et elles portent tous les noms.

"De nos jours, le profil type du pauve ne correspond plus à la personne âgée vivant seule ou en institution et dont la realité demeurait souvent méconnue. Ces pauvres étaient moins bruyants et moins dérangeants et moins dérangeants que ceux d'aujourd'hui. Le profil type d'aujourd'hui est éclaté: leune, iti-nérant et itinérant, fenme en monoparentalité, etc."

"S'appauvrir dans un pays riche", un ouvrage fort accessible, nous en apprend beaucoup sur notre société. Parce que la réalité peut faire mal, le contenu du livre est parfois difficle à avaler. La sous-scolarisation, les nouvelles exigences du marché du travail, la précarisation de l'emploi sont quelques-uns des facteurs-clés du problème.

Richard Langlois nous explique la situation.

La Force de l'Âge: Les causes



majeures de l'appauvrissement, quelles sont-elles?

Richard Langlois : Ce qu'il faut voir dans un premier temps, c'est que nauvreté ce n'est pas un phénomène nouveau. Cependant, on assiste depuis un certain nombre d'années dans une société comme la nôtre, à des formes d'approfondissement de ce phénomène de la pauvreté qui touche de plus en plus de couches de la population. Et ie pense qu'il faut faire un lien très étroit entre cette situation et toute la déstructuration du marché du travail Celle-ci se manifeste selon deux grandes tendances: premièrement, la persistance d'un taux de chômage très élevé, malgré les années de croissance économique qu'on a pu connaître: deuxiémement la montée du travail précaire. La précarisation de l'emploi fait en sorte que même les gens qui travaillent se retrouvent avec des emplois pour lesquels on accorde des conditions de moins en moins bonnes, des conditions qui ne permettent pas de vivre décemment.

Deuxième grand élément d'explication: l'évolution de tous les mécanismes de redistribution des revenus L'emploi étant le premier mécanisme permettant à une majorité de la population de disposer de revenus, il v a aussi tous les mécanismes de redistribution: programmes sociaux politiques sociales, fiscalité. Alors tous ces mécanismes-là, depuis au moins 10-15 ans. au Québec et au Canada. sont dans un processus d'érosion. Ils sont de plus en plus affectés par des mesures restrictives. Souvent les allocations qui sont consenties ne sont pas indexées au pouvoir d'achat. Évidemment, toutes ces situations découlent de politiques qui ont été mises de l'avant par nos gouvernements denuis une quinzaine d'années. En conséquence, ces mécanismes n'assurent plus aussi et. ficacement leur rôle de redistribution de la richecca

La Force de l'Âge: Parlez-nous des conséquences de l'appauvrissement maintenant...

R.L.: Je pense que lorsqu'on examine le moindrement l'actualité, on s'aperçoit que les conséquences de l'appauvrissement sont multiples et dramatiques, en termes de santé, de sociarisation, de problèmes sociaux de toutes sortes. Un exemple au niveau santé: dans les quartiers pauvres comme St-lenní, l'espérance de vie est de 8 à 9 ans inférieure à de vie est de 8 à 9 ans inférieure à



celle d'un quartier riche comme Westmount. Et ca, c'est en 1990 au Québec! Des inégalités comme cellelà existent encore de nos jours et sont des conséquences directes de la nauvreté

Par ailleurs, la violence à laquelle on assiste dans certains quartiers de Montréal, phénomène de plus en plus présent, est directement reliée à la question de la pauvreté. Il n'y a pas de doute là-dessus

Donc on parle de multiples problèmes sociaux dont les coûts sociaux, et les coûts économiques aussi, sont énormes

La Force de l'Âge: Pouvez-vous nous résumer le phénomène de l'accentuation des inégalités interrégionales?

R.L.: Depuis 15-20 ans. au Québec, il y eu un mouvement très important d'exode des populations des régions rurales vers les villes. Mais parallèlement, au même moment, les centres-villes se sont aussi vidés. Aussi, dans les campagnes et dans les centres-villes, il y a un vieillissement et un appauvrissement des populations au profit des banlieues où la population est plus aisée, plus ieune.

C'est un constat important parce que cela crée des disparités extrêmement graves à l'échelle du territoire. Cela donne des zones privilégiées où les gens ont vraiment de meilleures conditions de vie, sont plus jeunes, plus scolarisés, alors qu'il y a des portions immenses du territoire où c'est complètement autre chose qui se passe. Il y a des régions complètes au Québec où les gens ne vivent que d'aide sociale ou presque.

La dynamique n'est vraiment pas à la réduction des écarts, la dynamique est à l'accentuation des écarts. Et ces tendances semblent en voie de perdurer si rien n'est fait.

La Force de l'Âge: La marge de manoeuvre de la personne pauvre est minime. Parlez nous un peu des conséquences de cette situation sur la qualité de vie.

R.L.: Premièrement, quand on n'a pas d'argent, ou peu d'argent, se loger devient très difficile et le chaix. très restreint. Au prix où sont les logements aujourd'hui, une personne qui vit d'aide sociale ou qui bénéficie seulement de majores revenus par le biais de pensions, est souvent confrontée à des problèmes de logement très importants.

Deuxièmement, si encore les prestations recues ne suivent même pas le coût de la vie une personne se voit obligée de se restreindre au minimum en termes d'alimentation, d'habillement et de consommation en général.

Dans une telle situation, les loisirs n'existent même plus.

Souvent, cette pauvreté peut entrainer des conséquences sur la santé, et physique et mentale, parce que c'est très difficile de vivre ainsi dans un contexte où, justement, on est témoin de la richesse quotidiennement

"Si au début du premier mandat (gouvernement conservateur), les mesures restrictives ont peu touché aux grands programmes sociaux, ce n'est pas l'intention qui faisait défaut mais bien la résistance populaire qui l'a empêché d'aller plus loin à l'époque (cf. la bataille des personnes âgées)".2

La Force de l'Âge: Selon votre étude l'appauvrissement touche davantage les jeunes, les familles monoparentales et les petits salariés. Est-ce à dire que la situation économique des personnes âgées est dans l'ensemble assez satisfaisante?

R.L.: Non. Il faut faire ici quelques nuances. On sait que, il v un certain nombre d'années. le groupe des personnes âgées était peut-être le groupe le plus affecté par la question de la pauvreté. Les personnes âgées avaient des taux de pauvreté extrêmement élevés

Or, ce qui s'est produit depuis une quinzaine d'années, c'est que la situation relative des personnes âgées s'est améliorée. Autrement dit, la proportion de gens pauvres parmi les personnes âgées a diminué. C'est une des conséquences de politiques sociales qui ont été mises en place au cours des amées 60 (régimes de pensions) et qui ont produit leurs' etfets à retardement.

Les programmes de pensions ayant été instaurés, les gens qui ont cotisé à ces programmes ont commencé à en récolter les truits plus récemment.

Les personnes âgées ont donc réussi à améliorer leur sort, davantage que les personnes âgées d'il a 20 ou 30 ans qui avaient à vivre beaucoup plus massivement sous les seuils de pauvreté.

Voilà un élément. Disons aussi que les taux de pauvreté des jeunes ont grimpé sensiblement pendant que les taux de pauvreté des personnes âgées ont baissé. Ceci étant dit les personnes âgées ont encore des taux de pauvreté très élevés. Par exemple, prenons les taux de pauvreté des personnes seules: en 1975, 80% des 65 ans et plus étaient sous le seuil de la pauvreté; en 1986, le pourcentage baissait à 57%. Il y a donc eu une diminution continue. Sauf qu'il y a encore environ 6 personnes ágées sur 10 (personnes seules) qui sont sous le seuil de pauvreté! Si nous regardons les taux de pauvreté chez les familles, encore chez les 65 ans et plus, ils ont diminué. Mais cela demeure quand même non négligeable (15.6% en 1986).

Il y a encore un autre élément à glorder. Le laux de pauvreté, c'est bien beau. Mais il y a aussi beaucoup de personnes à géace qui sont ce qu'on peut appeler des personnes "quasigauvres." Autrement dit, leurs revtux de pension, les revenus que leur procure leur régime de retraite, les placent légréement au-dessus des seuls de pauvreté. Donc, ces personnes ne sont pas recensées dans

Taux de pauvreté des personnes seules selon l'âge (Québec 1975-1986)

		ra	if terquive en	70	
			Groupe d'âge		
Année	15-24 ans	25-44 ans	45-64 ans	15-64 ans	65 ans et plus
1975	50,2	27,3	52,4	41,8	79,0
1976 *	47,4	25,3	46,8	38,7	76,8
1977	44,5	23,3	41,2	35,5	74,5
1978 *	43,1	24,1	44,8	36,3	72,8
1979	41.6	24,9	48,3	37,0	71,0
1980 *	46.4	26,2	47.7	38,0	70,8
1981	51,2	27.4	47,0	39,0	70,6
1982	56,2	27,7	49.1	40.1	65.9
1983 *	56,9	29,1	50,1	41,3	62,2
1984	57,5	30,5	51,0	42,5	58,5
1985	58,2	28,2	52,2	42,1	57,9
1986	59.1	31.7	41.9	40.1	57.2

Source: Compilation à partir des fichiers de l'enquête sur les finances des consommateurs de Statisfique Canada.

les statistiques de pauvreté. Or, même si ces gens ne sont pas considérés comme pauvres, ils ne sont pas loin de l'être!

La Force de l'Âge: Chez les personnes âgées, ce sont les fermmes seules et les personnes handicapées qui ont le taux de pauvreté le plus élevé. Est-ce que cela veut dire que ces personnes ne vivent que de prestations?

R.L.: Oui, mais ce n'est pas tout. Dans le cas des femmes seules âgées, non seulement elles ne vivent que de prestations la plupart du temps, mais leurs prestations sont beaucoup plus faibles que l'équivalent chez les hommes seuls âgés.

Pourquoi? Parce que les lemmes qui sont ágées aoujourd'nui, souvent n'ont pas travaillé, elles demeuraient à la maison. Si elles n'ont pas travaillé, elles n'ont pas contribué à des régimes de retraite donc elles ont le minimum c'est-à-dire juste la pension de base et c'est vraiment le minimum.

du minimum. Puis si elles ont travalilé, la plupart du temps, les femmes l'ont tat à des salaires inférieurs. Comme les cotisations aux régimes de retraite sont basée un les salaires, la rente de retraite dont elles peuvent disposer aujourch'ui est toujours inférieure, de façon générale, aux rentes de retraite que reçoivent les hommes.

Au fond, c'est comme la continuation d'inégalités économiques qui ont cours durant la période active. Ces inégalités entre les hommes et les femmes se perpétuent pendant la période de retraite.

La Force de l'Âge: Selon vous, est-ce que le taux de pauvreté chez les personnes âgées continuera à diminuer?

R.L.: Il n'y a rien qui dit que la situation des personnes âgées va continuer de s'améliorer, Pour les rai-

sons que je vais vous mentionner. Tantôt j'ai dit que si la situation des

^{*} Pour ces années, les données sont estimées par interpolation.

personnes âgées avait réussi jusqu'à maintenant à connaître une certaine amélioration, c'était en raison de l'instauration et de la bonification de mesures sociales: les régimes de retraite etc. Des effets se sont faits sentir. Sauf que ce qui se produit depuis un certain nombre d'années. avec la remise en cause du rôle de l'Etat, c'est qu'il y a certaines politiques, dont les politiques au niveau des régimes de retraite et des pensions, qui sont remises en cause.

Donc, si ce mouvement de remise en cause et ce mouvement d'érosion des politiques sociales devaient se poursuivre, l'amélioration de la situation financière des personnes ânées serait compromise.

Par exemple, le gouvernement conservateur a décidé de rendre sélectives les pensions de vieillesse en fonction des revenus en récupérant les pensions des personnes qui ont de trop hauts revenus.

A partir d'un certain niveau de revenus, le droit à la pension ne s'exerce plus. Mais étant donné que ce niveau de revenus n'est pas indexé en fonction du coût de la vie, et comme d'une année à l'autre les revenus normalement augmentent dans la population, il y aura de plus en plus de personnes au-dessus du seuil. Une proportion de plus en plus grande des gens n'auront plus droit à la pension.

Ensuite, vous savez que le gouvernement avait essavé de désindexé les pensions de vieillesse. Il ne l'a pas fait parce que c'était une mesure beaucoup trop impopulaire. Cependant, nous pouvons être certains qu'il va essayer de revenir avec de telles mesures.

Autre élément important à souligner, c'est que les gouvernements, que ce soit du côté fédéral ou provincial, refusent désormais de faire en sorte que les régimes publics de retraite soient le principal mécanisme qui permette aux gens d'avoir une sécurité financière à la retraite. Ils ont changé d'approche à ce niveau-là. Ils préconisent de plus en plus l'épargne privée par le biais des mécanismes comme les REER. Or, on sait que ces régimes ne sont vraiment pas accessibles à tout le monde, mais davantage à des gens qui ont des revenus relativement importants.

Par ailleurs, une grande proportion de gens, ceux qui aujourd'hui travaillent de facon précaire ou sont en chômage ou se retrouvent dans des entreprises non syndiquées, où il n'y a même pas de régime de retraite privé ces gens ne peuvent compter que sur les pensions publiques plus tard. Alors si on resserre les régimes publics, que va-t-il leur rester? Ils vont se retrouver en situation précaire: ils l'auront été toute leur vie, ils le seront à la retraite aussi.

La Force de l'Âge: A quelques reprises dans votre ouvrage, par rapport aux coupures dans les programmes, à la question fiscale et au désengagement du gouvernement au plan social, vous parlez d'une situation sociale déjà potentiellement explosive. Vous dites aussi que le gouvernement s'expose au chaos social. Qu'est-ce que vous voulez dire exactement?

R.L.: Je pense que la situation actuelle est potentiellement explosive. c'est vrai. Les tensions sociales augmentent. Quand on permet à des inégalités non seulement de perdurer. mais de se développer et de s'aqgraver, on s'expose en tant que société à des situations sociales de plus en plus graves. Parce que l'on ne peut exclure une part grandissante de la jeunesse, une part grandissante de la population, sans en payer le prix en termes de violence, de criminalité. mais aussi, à plus longue échéance. en termes de retombées, de développement. Parce que si on "scrap" notre jeunesse, que va-t-il se passer? C'est la relève qui est là! Si on laisse passer une ou deux générations comme ca, c'est la relève que l'on vient d'exclure

A Montréal, les tendances à la violence se développent de facon accélérée. La ville a beaucoup changé en 20 ans. Il y a beaucoup plus de pauvreté, il y a beaucoup plus de délinguance, il y a beaucoup plus de criminalité, puis tout ca est relié.

Sans être alarmiste (je ne veux surtout pas faire croire à une éventuelle querre civile!), ie veux simplement dire que la situation actuelle s'oriente vers une dégradation marquée du tissu social et de la qualité de vie, dans la ville puis dans la province

> Propos recueillis par Hélène Monette

S'appauvrir dans un pays riche, une étude de Richard Langlois publiée conjointement par la Centrale de l'enseignement du Outbec et les Éditions Saint-Martin, 1990;

2 Idem, p. 93.



ADAPTECH

SERVICES CONSEILS D'AMÉNAGEMENT ET D'ADAPTATION DE DOMICILE

ÉVALUATION, CONCEPTION.

PLANS DEVIS ETC ... RECONNU PAR: R.A.A.Q., O.P.H.Q., C.S.S.T.

31. ST-BARTHÉLEMY SUD, JOLIETTE, QC J6E 5N6 (514) 759-8702

CONGRÈS 1990

Les 16.17 et 18 octobre derniers, à la Maison de la Madone au Can-dela-Madeleine, l'Association québécoise de défense des droits des retraités-es et préretraités-es a tenu son 11e congrès annuel réunissant plus de cent quatre-vingt (180) déléquéses et observateurs-trices venus-es de plusieurs régions du Québec

Dans un premier temps, le congrès a permis à chaque section de présenter son rapport d'activités. Madame Yvette Brunet, présidente de l'A.Q.D.R., a ensuite livré son message, dont nous reproduisons des extraits dans ces pages.

Réunis-es en quatre ateliers toute la journée du mercredi, les congressistes ont dégagé des perspectives d'action pour 90-91. Ils se sont penchés notamment sur l'appauvrissement des retraités-es. la réforme des services de santé et des services sociaux, la question du revenu et de la pauvreté des femmes ainsi que sur les moyens organisationnels pour développer leur capacité d'intervention tant au niveau provincial qu'au niveau local

En après-midi, la discussion portait sur le thème du maintien à domicile Il en ressort que les retraités-es recoivent des services très divers d'un milieu à un autre et sont soumis à des critères de sélection qui ne favorisent que les plus démunis-es. Parfois, on va même jusqu'à leur demander leurs rapports d'impôt pour établir s'ils ont droit ou non aux services des CLSC.

Certaines des nombreuses propo-



Ouverture du congrès

sitions formulées, débattues et adoptées en assemblée plénière le lendemain, jeudi 18 octobre, sont résumées ci-après.

REMERCIEMENTS

L'AQDR remercie toutes les personnes de la région de la Mauricie qui lui ont permis de vivre un congrès enrichissant et stimulant.

Nous remercions également nos commanditaires: M. Paul Philibert, député provincial de Trois-Rivières; M. Pierre H. Vincent, député fédéral de Trois-Rivières; M. Michel Champagne, secrétaire parlementaire au ministre d'Etat délégué aux Forêts; CLSC du Rivage; CLSC des Chenaux; CLSC des Forges; CLSC de Trois-Rivières; Municipalité du Cap-de-la-Madeleine: CSN: FTO: Trust Général: Fédération des Caisses Populaires; Gaz Métropolitain; Buromax Inc.: Concepta Inc.: Les Maîtres Bottiers; Crête, Gérard et Fils Inc.: Indian Art Eskimo

DISCOURS DE LA PRÉSIDENTE

Au nom du comité exécutif provincial (extraits)

Nous clôturons une année toute spéciale, celle du 10e anniversaire de l'AODR. Ce 10e nous a fait rendre compte de l'importance de notre association, d'une association comme la nôtre, surtout dans un temps où les conditions de vie des retraités se détériorent et où on nous annonce des coupures de budget et de services presqu'à tous les jours.

Quand on fait partie d'une association de défense de droits c'est qu'on a conscience de la nécessité de défendre soi-même ses droits, car personne ne le fera à notre place. D'autres se sont battus avant nous. c'est maintenant notre tour.

Que s'est-il passé durant cette année?

Ce fut une année de grands voyagements. 32 de nos 38 sections à travers le Québec ont voulu fêter ce 10e anniversaire. Cette tournée nous a permis de constater le dynamisme de nos sections et de resserrer les liens.

Cette année, notre travail s'est principalement axè sur deux grands dossiers, la réforme fiscale au fédéral et la réforme des services de santé et des services sociaux au provincial. Et c'est à travers une coalition, la Coalition des Aînés du Québec, que nous avons mené nos actions.

Ce n'est pas le fruit du hasard que 15 associations, et maintenant 17, se spient regroupées. C'est un signe des temps qu'elles s'unissent autour des mêmes causes même si elles n'étaient pas revendicatrices au départ. Les retraités ont compris que dans le contexte actuel, il est urgent d'agir, il est urgent de s'occuper de ses affaires. Le gouvernement est sensible à un nombre aussi grand de retraités qui revendiquent ensemble leurs droits. De là l'importance de s'unir car c'est toujours la force du nombre qui fait changer quelque chose.

Ce fut aussi une année de visibilité à travers le Québec. A preuve, une quinzaine de contacts nous sont parvenus pour mettre sur pied des sections locales et nous constatons une augmentation du membership dans plusieurs sections locales. Etant donné que la population des retraités et des préretraités croit davantage en la défense de ses droits, elle nous sollicite de plus en plus pour se donner des movens de revendications.

L'AQDR a déià obtenu la reconnaisance de la population, des médias, des autres organismes ainsi que des gouvernements. Tous reconnaissent la valeur de ses interventions et la nécessité d'une association qui se concentre sur la défense et la promotion des droits des personnes retraitées et préretraitées. Réalisons qu'il s'agit de la seule association dont la mission première est de défendre les droits et c'est à ce titre que l'AQDR est reconnue

Il est impérieux que chacun se sente impliqué se sente responsable. se sente solidaire pour développer une force de frappe pour la défense de nos droits. le but de notre association. Notre association a été fondée il y a 10 ans devant le constat de pauvreté des retraités et aujourd'hui. la situation est encore pire.

Localement et régionalement, nous devons développer un leadership. une capacité d'intervention. Il faut maintenir cette crédibilité qu'a su se gagner l'AODR, et ne plus voir le bureau provincial seul porteur de nos actions

En conséquence, nous prévoyons qu'un élément de base pour notre association consistera à apporter le plus de support possible aux sections en difficulté en les aidant à développer la défense de leurs droits.

En conclusion, l'aimerais vous laisser sur ceci. Il est présentement beaucoup question de l'avenir du Québec. Moi je me et je vous demande : quel est l'avenir de l'AQDR? Qu'est-ce que nous voulons en faire? Est-il et sera-t-il possible de travailler à rendre les retraités moins pauvres. mieux logés, bien spignés et capables d'obtenir le soutien à domicile pour mener à bien leur vie?

Devons-nous regarder la souffrance des autres sans rien faire? Estce l'avenir que nous voulons?

Dans le respect de notre mission, avec l'ardeur que nous nous connaissons, que pouvons-nous faire? Seuls, nous vivons trop souvent l'impuissance. Mais ensemble, nous pouvons beaucoup.

Yvette Brunet, présidente

REVENDICATIONS

 que les résolutions issues des congrés 89 et 90 de l'AQDR soient portées devant le comité des experts sur la problématique des personnes ágées, par Mme Yvetto Brunet !

ATELIERS

Faute d'espace, nous ne pouvons reproduire ici le contenu entier des rapports des ateliers ni toutes les propositions qui y ont été adoptées. Cependant, nous vous retranscrivons ici deux propositions d'importance.

DOSSIER: REVENU DES FEMMES

Attendu

 que la pauvreté des femmes n'est plus à démontrer et est décriée par toutes les études récentes.

que les orientations gouvernementales ne laissent pas présager d'améliorations aux programmes sociaux mais plutôt l'inverse (coupures au programme d'assurance-chômage, récupération des pensions...).

 que plusieurs groupes de femmes (communautaires et syndicaux) ont des revendications allant dans le même sens que les nôtres.

IL EST PROPOSÉ

 que les membres du comité conditions de vie des lemmes de 50 ans et plus fassent des alliances avec d'autres groupes et associations pour mettre de l'avant nos revendications sur le revenu, à savoir l'extension du bill C-26 et l'Obtention de la pension à 60 ans. DOSSIER : RÉFORME DES SERVICES DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Attendu

que le gouvernement provincial présentera cet automne son projet de loi sur les services de santé et les services sociaux et que, déjà, nous pouvons prévoir des orientations et des mesures contraires aux revendications de l'AGORI et de la Coalition des Ainés du Québec.

que cette loi aura des incidences capitales sur plusieurs aspects de la vie des retraités-es et prére-traités-es au niveau de l'universait de l'accessibilité et de la gratute des soins et services dans les domaines de la santé et des services coiaux (notamment les services sociaux (notamment les services de soutien à d'omicile).

 que cette loi aura un impact majeur sur les organismes communautaires que la population se donne, en termes d'autonomie d'action, de pouvoir d'intervention et de linancement,

IL EST PROPOSE

que les settions locales se préparent et s'impliquent à lond avec le provincial pour intervenir adéquatement et solidairement suite au depôt et à l'adotption du projet de loi sur les services de santé et les services sociaux afin de faire reconnaître les revendications que nous avons formulées à ce chapitre. Dans le cadre des propositions d'ordre général, au sujet desquelles tous les ateliers étaient invités à se prononcer, retenons celle-ci, terriblement d'actualité

APPAUVRISSEMENT DES RETRAITES-ES

Attendu

que nous observons présentement une tendance marquée à l'appauvrissement des retraités-es, comme de plusieurs autres groupes tels les femmes, les ieunes.

que, parallélement, nous assistons à une augmentation de la richesse collective,

que les gouvernements mettent en place des mesures qui accentuent l'appauvrissement de la population telles la réforme de l'aide sociale, du programme d'assurancechômage, la TPS et la réforme fis-

IL EST PROPOSE

que l'AQDR confirme sa priorité, au niveau tant provincial que local, soit la luite contre l'appauvrissement des retraités-es en se joignant, au besoin, à d'autres groupes et organismes dans un front commun pour contrer ce phénomène alarmant.

Le ministre Marc Yvan Côte a invité Mme Yvatte Brunat, présidente de l'AQDR, à sieger a ce comité.

MAINTIEN À DOMICILE

Le thème du congrès étant le maintien à domicile, disons tout d'abord qu'une proposition a été déterminante sur le sens même de cette expression: on a proposé que "maintien à domicile" soit remplacé par "soutien à domicile" car le mot soutien renvoit au sens plus juste d'un support à apporter aux personnes âgées.

Plusieurs recommandations ont été adoptées au congrès. En voici quelques-unes.

RECOMMANDATIONS

· Que l'on respecte les revendications suivantes:

 pour l'accessibilité. l'universalité et la gratuité du soutien à domicile. - contre la privatisation de ces ser-

- pour la qualité. la continuité et l'humanisation des services · pour la démocratisation des institutions

· Que la prévention devienne concrétement une priorité et qu'on développe des services adéquats pour prévenir la perte d'autonomie.

· Que tous les CLSC et les organismes compétents soient munis de services et de budgets adéquats pour la mise en place de programmes

Nous célébrons

20 ans de hons soins

· service de garde privée en

établissement hospitalier

assistance au personnel

soins infirmiers dans les

équipe multisdiciplinaire

d'établissement hospitalier

coordination efficace d'une

d'autres services:

industries

complets de soutien à domicile et qu'il y ait une répartition plus adéquate des soins et services à domicile entre les régions urbaines et les régions éloignées.

 Que le gouvernement se presse d'établir une politique concernant le vieillissement qui priorise des services permettant aux personnes âgées de rester le plus longtemps possible à domicile atin de participer activement au développement de leur communauté locale

· Que toute personne quelques jours avant sa sortie de l'hôpital reçoive les informations sur ses droits en rapport aux services de santé et aux services sociaux selon ses besoins.

· Accroître les ressources tant institutionnelles qu'alternatives sacrées aux services en matière de soutien à domicile y compris des soins de jour ou/et de gardiennage pour adultes visant à accorder un répit aux membres de la famille qui se chargent de ces soins, dans le but d'aider les personnes ânées à mener une vie indépendante et productive aussi longtemps que possible.

· Que l'on règlemente toutes ressources à caractère privé afin d'éviter l'abus. l'exploitation et la néoligence envers les personnes âgées résidant à domicile

· Que les niveaux de gouvernements accordent une aide financière accrue aux services s'adressant à cette clientèle, sort les services de soutien à domcile, les centres de jour, les centres communautaires, les groupes de support et d'entraide aux aidants naturels et les ressources alternatives en habitation

· Que les bénévoles bénéficient d'une police d'assurances adéquate qu'ils soient dégagés de toutes responsabilités dans l'exercice de leur fonction et que l'organisme qui les embauche leur en fournisse la preuve.



COMCARE DU QUÉBEC INC.

(514) 499-1326

Service de 24 heures 4619 St-Denis Montréal Québec H2J 2L4

Afin de répondre aux besoins particuliers du patient. COMCARE met votre disposition un personnel hautement qualifié:

- infirmières diplômées infirmières-auxiliaires
- dinlômées
- aides-infirmières aides aux soins de la santé
- aides ménagères
- · aides familiales
- Que ce soit pour des soins infirmiers, de convalescence, des soins

personnels, pour un malade chronique ou une personne âgée, notre personnel est à votre disposition 24 heures, 7 jours par semaine

TPS PROVINCIALE... ou l'histoire d'une siamoise à mille pattes

Que penser de la TR çu québecose? Si on se le au taté que le ministre du Revenu lu-même. Me vives Séguin, a démissionné de son posté parce qu'il étair contre une telle mesure (et contre la TRS fédérale du même oup), on peut s'attendre au prie. Sièrement pas au meux pres present pas au meux present pas de la contre d

Dans un article du journaliste Denis Lessard. bien avant la demission du ministre on apprenait que M. Séguin rivavall pas prévu que le gouvernement provincial imiterait Ottawa parce que cala aurait été rtop olévex pour les contribuables. "Ves Séguin se souciait, en tant qu'homme politique et député. de "la capacité de payer de ses commettants".

L'opinion publique est nettement défavorable aux deux IPS et défavorable aux deux IPS et a grande complexité du système à laquelle personne, pas même les entreprises, n'est préparé, flarsse son geur. Le Vérificatieur genére, flarsse son deux l'aux départs de la IPS canadienne, les risques "de déboucher sur un chaos administratif". A Québec, il semble qu'on ne mesure pas ces nisques de la même manière.

"LA NOUVELLE TAXE DE VENTE QUÉBÉCOISE: SOEUR JUMELLE DE LA TPS"

Pour mieux comprendre, voici un extrait du document rédigé par l'économiste Richard Langlois. "Aprée avoir combattu la TPS dédérale - pas troy égoureusement il faul l'admettre - le gouvernement du faul l'admettre - le gouvernement du Ouibbe est passe à l'etage de la critique sévère. Par la suite, il s'est assis à la table édérale provinciale pour bonifier le projet. Aujourd'hui, il s'apprété à l'administrer et a en creir une identique. Comme 180°, on peut difficielment faire migux."

Les deux TPS conjuguées donnerout un taux net de taxation de l'ordre de 14.47%. Au ministère des Finances. l'optimisme va jusqu'à annoncer des effets bénéfiques sur l'économie. Voyons pour qui ...

"Au plan économique, l'entrée an vigueur de ces deux taxes superposées en pleine période de récession a de quoi inquiéter pusque d'ordinaire, une hausse de la taxation exacce un effet de freinage sur l'économie De plus. l'important l'arcsiet du fardeau local des entreprises ents les particulers nous entre de la particular nous ceutifier dans la répartition mêt. le charge liscale entre les divers agents économiques.

Au plan social, bien qu'on garantes à court termie un tratement équitable des contribusbles à fabile revenu - principalement par l'intreduction du crédit d'impôt à la consomitation - une trange importante de la classe moyenne paiera plus qui avant et c'est singulièrement vai pour les personnes sans enfant. De plus compte tenu du caractère foncière ment régressoit de ce type de tautomatique seule une indexation automatique parfaitement étanche du crédit parfaitement du crédit parfaitement étanche du crédit parfaitement du crédit parfaitement du crédit parfaitement du crédit parfait d'impôt pourrait à long terme garantir le maintien du pouvoir d'achat des moins nantis. Or rien de tel n'est prévu.

Si une telle réforme de taxes de vente voit le jour, il s'agira du dernier maillon d'une vaste réforme tiscale qui, tout au long des années 80, a rééquilibre. l'ensemble du dispositif en faveur des entreprises et des mieux nantis."

Les deux TPS signifieront une augmentantion de 15% dans le cas, notamment, des vétements et des chaussures. Pour un bon nombre de personnes qui avaient déjà de grandes difficultés à se procurer ces biens, après avoir payé leur loyer et fait l'épicerie, que leur restera-t-il, c'est le cas de le dire, à se mettre sur le dos?

HM

Le ministre du revenu est très réticent au projet de TPS québécoise, par Denis Lessard, buréau de La Presse à Québec. La Presse, 8 mars 1990.

Idem

Document prépare en septembre 1990 par Richard Langlois, economiste à la Contrale de l'enseignement du Quebec, dont sont tirès les extraits ci-après.



HAUSSE DES TARIFS EN CENTRES D'HÉBERGEMENT PUBLICS

Le fer août 1990 entrait en vigueur une hausse des taris en centres d'hobergement publics. Cette augmentation de 10% s'applique sur la base du prix de journée des torambres pour les bénéricaires hébergés en soins de longue durée et dans les centres d'accuel L'allocation mensuelle pour dépenses personnélies demuyer à 1255.



Des opinions

L'Association des centres d'accueil du Guébec trouve que l'augmentation est trop substantielle, surfout qu'il y avait déjà eu une augmentation de 5,3% en 1980, ce qui veut dire qu'en six (6) mois. l'augmentation se chiffre a 15,3%. L'Association considére que cefte augmentation sars préavis, pour laquelle on n'a fournit aucune information, est difficile à prendre on formation.

laisse aux centres d'accueil le soin d'annoncer eux-mêmes la bonne nouvelle!

Selon un communiqué émis en août 90', le porte-parole de l'opposition officielle en matière de santé et de services sociaux. Monsieur Guy Chevrette, 'trouve ces mesures odieuses parce qu'elles surchargent des personnes dont la situation financière est déjà précaire" "Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas suivi la même logique à l'egard de l'allocation mensuelle de 125\$, accordée aux bénéficiaires pour assumer leurs dépenses personnelles qu'il choisit au contraire de maintenir au même bas niveau?" s'interroge le député de Joliette.

La Coalition des Aines

La Coalition des Ainès a fait connaître sa position dans ce dossier Elle croît que cette décision administrative a été prise sans consultation et sans tenir compte du bien-être des ainès qui constituent la majorité des résidents de ces institutions.

La Coaltion a déjà lait savoir au ministre de la santé qu'elle désapprouvait cette mesure. Elle a également fait circuler une pétéon à travers la province. Plus de 21,000 signatures ont été recueillies. La pétition a de achemine à l'Assemblée nationale à la mi-novembre. Nous en reproduisons le texte sur cette page.

H.M.

Source: René Blown, responsable des communications, Park Québécois.

COALITION DES AINES DU QUEBEC

TARIFS EN CENTRES D'HEBERGEMENT PUBLICS

 Etant donné que l'autonomie des personnes àgées, prônee par les gouvernements, passe d'abord par un revenu suffisant, alors qu'une partie importante de celles-on et disposent que de ladibles revenus à la rotratte.

 Etant donné l'absence presque totale d'augmentation des revenus de pension par les gouvernements (une seule hausse de 50\$ du supplément du revenu paranti il v. 8 à ans);

- Étant donne l'ampleur de l'augmentation et l'application de la mesure en milieu d'année immème la Règie du logement trouverait célà déraisonnable sur le marché du logement privre)

 Etant donné que le mouvement a la hausse s'applique aux coûts exigés aux familles et aucunement à l'allocation mensuelle pour dépenses personnelles demeurant à 1255 bien que le coût de la vie augmente aussi pour les personnes hébergées.

 Étant donné que face à cette mesure, le fait pour les personnes d'avoir des économies personnelles devient la source d'une très forte discrimination:

Nous, soussignés-es, demandons au Gouvernement du Québec de reviser le décret concernant la contribution linancière des adultes hébergés. Qu'il revise cette hausse de 10% qui vient s'ajouter à celle de 5,3% du début d'année, signifiant une hausse de 15,3% en six mois.

LA HAUSSE DES COÛTS: VERS UNE PRIVATISATION DU RÉSEAU

Par G. François Plamondon

Le problème: une directive d'opérer des coupures

*Le Conseil du trésor m'a demandé, aux fins d'équilibre financiers que le ministère propose des mesures générant des revenus de 12.1 millions annuels"

> M Marc-Yvan Côté. ministre MSSS Mémoire au Conseil des ministres

LA SOLUTION PRIVILÈGIEE: FAIRE PAYER LES PAUVRES!

"Il n'est que normal que les épargnes accumulées au cours de la vie active puissent être utilisées nour assurer sa subsistance Dans le cas qui nous occupe, il s'agit de demander aux personnes hébernées de contribuer au coût que represente leur hébergement"

M. Marc-Yvan Côté. ministre MSSS Mémoire au Conseil des ministres

L'augmentation de 10% du coût des chambres en hébergement annoncé vitement au mois d'apuit par le Ministre Côté, soulève l'indignation chez les associations de retraités Plusieurs soulignent la façon dont la décision à ete arrêtée et annoncée comme si on voulait "en passer une vite" pendant l'été) et la plupart considerent comme inaccentable de s'attaquer aux personnes les moins capables de se détendre

En effet il est loin d'être évident que cette augmentation de 10% du prix d'hébergement est la façon la plus juste de récupérer les 12 1 millions requis. On concédera cependant au ministre que c'est là une méthode simple, efficace et presque sans danger, si elle est appliquée en plein coeur de l'éte et si elle s'adresse à des personnes pratiquement sans pouvoir de négociation

LA NORMALITE GOLIVERNEMENTALE

Le ministre Côté justifie sa décision, en oubliant de démontrer que l'augmentation des coûts d'héberne. ment était la façon la plus juste, dans l'ensemble des programmes du maintien, de restreindre de 12 mil-

TARIF QUOTIDIEN

	Salle	Chambre semi-privée	Chambre privée	
avant le 1er août 90	18.85	25,38	30,35	
au 1er août 90	20,74	27,92	33,39	

PRIX MENSUEL AU NOUVEAU TARIF 837.60\$

L'allocation mensuelle pour dépenses personnelles demeure à 125\$.

622 205

De plus, contrairement aux services publics réglementés comme le téléphone, l'hébergement public est un monopole gouvernemental L'aunmentation des coûts se mesure davantage à l'appétit sans contrôle du gouvernement. Sinon, comment comprendre une augmentation soudaine de 15.3% en un an (10% + 5.3% d'indexation) d'un service considéré comme essentiel? La Régie du logement elle-même aurait bloqué une telle demande

tions les dépenses! Il est très difficile de le suivre là-dessus, quand on sait que le budget du MSSS dépasse le milliard

1 001 70\$

Par ailleurs, une fois cette décision prise de prélever ces millions dans les poches des vieillards hébergés qui possèdent encore quelques biens, il fallart habiller le tout d'un peu de raison. L'augmentation repose sur deux principes:



1- Le coût demandé doit se rapprocher du coût réel de l'hébergement

Depuis 1975, le principe sous-jacent au coût d'hébergement était de faire équivaloir la contribution exigée au coût requis par un adulte pour assurer son propre hébergement (logement et repas). C'est ce qu'on appelle le principe du coût alternatif. Soudainement en 1990 le ministre se rend compte (I) que ce principe n'était pas correct puisqu'il n'inclue pas des services de soutien (administration, cocurité immobilisations) Ainsi le coût réel serait de 32.89\$ par jour et non de 18.85\$ en salle ou de 30.35\$ en chambre privée (comme actuellement). Le ministre, en trois ans, voulait donc récupérer le manque à gagner. Une laçon de faire assumer aux retraités, non le coût alternatif. mais les coûts salariaux et les immobilisations du gouvernement dans le réseau. Quand le ministre proposerat-il de faire payer aux médecins leur part des coûts de soutien et les immobilisations des institutions hospitalières qu'ils utilisent comme bureau d'affaires?

2- Encore une fois l'Ontario...

Il est de bon ton de toujours comparer avec l'Ontario. Selon le ministre, les hausses proposées feraient que le coût d'hébergement au Québec rejoindrait celui de l'Ontario d'ici trois ans. Les coûts ontariens sont les plus chers au Canada.

Au nom de quel principe faut-il

s'auster au prix ontarien? Est-ce que les politiques sociales du Québec doivent à tout prix s'aiuster à celles des autres provinces?

D'autre part, la comparaison ellemême est boiteuse. La différence des coûts actuels avec ceux de l'Ontario (132\$) reflète moins des restrictions gouvernementales acquises chez eux qu'un coût supérieur correspondant au coût de la vie plus élevé de la province voisine.

Si le Conseil des ministres accepte doe hausses semblables nour les deux autres années (91-92), comme proposé par le ministre Côté, le coût d'hébergement au Québec deviendrait en réalité le plus élevé au Canada en tenant compte de l'inflation.

VERS DE L'HÉBERGEMENT PRIVE???

Le ministre Côté a déjà exprimé son intention de remettre le plus possible au secteur privé certains aspects de l'hébergement. La prolifération des fovers conventionnés et clandestins montre délà cette tendance. Par ailleurs, le vieillissement de la population, le manque chronique de ressources d'hébergement et la volonté du pouvernement de restreindre les dépenses de santé font croire que l'orientation privilégiée par le ministre serait de "passer" l'hébergement au secteur privé. Encore faut-t-il que le prix de l'hébergement demeure assez intéressant pour permettre aux promoteurs de faire des profits. Les hausses proposées par le ministre Côté (30% sur trois ans) ajoutées à l'indexation automatique annuelle (5.3% x 3 ans = 15.9%) correspondent à une hausse globale de 45.9% d'ici 92 Les associations de retraités ont raison de s'opposer à la hausse actuelle. Sinon, ils se préparent des lendemains encore plus durs.

Le ministre Côté a déjà annoncé, à la cloture des travaux de la commission parlementaire sur la santé, que le ministre envisageart une collaboration plus grande avec le secteur prive dans le domaine des centres d'accuei (Le Devoir, 12 avril 1990)

UN COLLOQUE ET SES SUITES

VIEILLIR SANS VIOLENCE

Par Jean Carette

Ce sont plus de 700 intervenants qui se sont retrouvés au Colloque Vieillir sans violence organisé à l'UQAM les 10-11 et 12 octobre derniers. Ils étaient venus de toutes les régions du Québec, de tous les réseaux d'intervention (services sociaux et de santé, réseaux culturel communautaire, judiciaire, policier, municipal, etc.) pour se former à l'intervention pour prévenir ou contrer les abus faits aux aînés ou les menacant. mais aussi pour se parler, se concerter, joindre leurs efforts pour mieux atteindre leurs objectifs. Un grand succès, après plus d'un an de préparation intensive, mais un succès qui aura des suites concrètes comme en témoignent les recommandations

1- Des mesures et des programmes doivent être mis en place pour prévenir ou dépister les abus, à domicile ou en institution

qui sont ressorties des atoliers:

- 2- Des systèmes de protection doivent être multipliés numéros de téléphone spéciaux, programme Aînés-secours; services de médiation et de conciliation renforcement des services du Protecteur du Citoyen et élargissement de ses pouvoirs: mise en place de chartes de codes d'éthique en institution: élargissement de l'Aide Juridique: contrats de cohabitation intergénérations. Il faut de plus donner des dents aux lois existantes. plutôt que d'élaborer une loi de protection des personnes âgées.
- 3- Les ressources existantes doivent être développées: maintien à domicile, transports pour personnes à

mobilité réduite, personnels qualifiés, lits d'hébergement crédits locaux doivent ótro dégagés par financement munici-

- 4. Tout ce qui favorise la concertation dans le réseau de la santé et des services sociaux mais aussi entre les réseaux d'intervention doit être développé. Les participants ont beaucoup insisté sur la nécessité de décloisonner, de dé-hiérarchiser les services et les programmes.
- 5- Les médias doivent d'abord être sensibilisés avant de sensibiliser leur public. Quant au Gouvernement, il devrait faire moins de grandes campagnes coûteuses et préférer la promotion d'expériences locales. La formation et l'information des personnels, en particulier des médecins et des aînés, doivent être encouragées, Quant à la recherche, il v en a si peu qu'il faudrait d'abord en initier les programmes avant de songer à la développer
- 6. Le 'pouvoir gris' devrait être consulté localement et régionalement. et considéré comme un partenaire à part entière des décisions qui sont prises ou à prendre, mais à condition qu'il soit représentatif de l'ensemble des ainés, non d'une minorité d'où l'importance des coalitions de mouvements de retraités
- 7- Au plan des principes, quelquesuns ont été davantage soulignés: · la personne plutôt que le système - les liens interpersonnels plutôt que

la productivité · la solidarité plutôt que le cas par

· les actions inter-àges plutôt que des ghettos d'âge

· le bénévolat? oui; l'exploitation du travail gratuit des femmes? non

Un grand absent: le gouvernement

On devait avoir un ministre, puis un ministre-adjoint, puis un adjoint narlementaire. Finalement, Québec II envoyé un sous-ministre qui a fait ce qu'il a pu, mais qui n'a réussi qu'à scandaliser l'auditoire par un discours oiseux, inadéquat et inutile: une manifestation spontanée de trois cents participants, des femmes pour la plupart, s'est formée à la séance de clôture pour huer le sous-ministre et réclamer des actions concrètes du Ministère. Tous le long du Colloque. on a dénoncé l'indifférence. la négligence de notre bureaucratie centrale. Nos politiciens sont incompétents. verbeux et menteurs ou demagogues. au point que les participants ont pris acte de leur absence et ont décide d'agir localement sans attendre après eux. Un signal grave de la sclérose de nos appareils institutionnels centraux. incapables d'élaborer des politiques correctes, incapables de fournir les movens financiers, incapables d'animer et de donner l'impulsion qu'on attend d'eux

Comme l'a fait remarquer Daniel Jacoby, protecteur du citoyen, comme on ne reconnaît pas leurs droits aux aînés, les institutions ne se croient pas des devoirs envers eux. L'exem-

Suite en page 22

DROIT EXPRESS



L'Office de la protection du consommateur a lancé récemment une campagne d'information sur le thème: 'Osez vous plaindre: ça porte fruit'

Cette campagne vise à inciter les consommateurs peu enclins à se plaindre à faire valoir leurs droits et à agir lorsqu'ils sont insatisfaits d'un bien ou d'un service. A cet effet, elle propose un mode d'emploi qui tacilitera leurs démarches.

LE MODE D'EMPLOI

Il existe plusieurs façons de se plaindre. Certaines sont plus gagnantes que d'autres. A vous de les retenir!

Agissez rapidement

 Plus le temps passe, plus les preuves seront difficiles à trouver et à fournir;

. Faites le point

- Identifiez précisément le problème:
 s'il le faut, demandez l'expertise écrite d'un spécialiste du domaine:
- Mesurez bien vos chances de réussite: relisez le contrat, la garantie, la publicité, le mode d'em-

"OSEZ VOUS PLAINDRE: ÇA PORTE FRUIT"

ploi. Vérifiez votre part de responsabilité, vos droits ainsi que ceux du commerçant;

- Construisez un dossier étoffé
 Rassemblez et classez tous les documents pertinents (factures, recus lettres avis contrats);
 - Réunissez les renseignements exacts concernant le bien acheté ou le service rendu;
 - identification précise du produit (marque, modèle, numéro de série, couleur, dimension, caractéristiques particulières, messages publicitaires), du commerçant, du professionnel; date d'achat du produit ou d'exécution du service, condilions de l'entente, de la garantie.
 - Rédigez un résume complet et précis des événements qui se sont déroulés depuis la date d'achat du bien ou de la prestation du service;
 - Préparez-vous une liste d'arguments solides et appuyés, pratiquez à voix haute, en compagnie d'autres personnes.

Precisez vos attentes

- Déterminez quelle solution vous satisferait: réparation, échange, remboursement partiel ou total, reprise des travaux, etc.
- Envisagez des solutions justes et raisonnables pour les deux parties.
- Adressez-vous à la bonne personne
 Assurez-vous de parler à la personne qui a vraiment le pouvoir de prendre une décision: le responsable du service à la clientèle. le

gérant du magasin, le propriétaire du commerce, le président du comité des abonnes ou des usagers...

· Gardez votre calme

- Les menaces et les explosions de colère ne sont pas efficaces. Elles conduisent rarement à une entente Misez plutôt sur la politesse, le calme et la détermination.
- Au lieu d'attaquer le commergant, exprimez vos sentiments et vos besoins à la première personne, en utilisant le "JE": "Je ne suis pas satisfait parce que...";
- Laissez au commerçant la possibilité de soumettre des propositions.

- Restez ferme

 Face aux objections et aux doutes soulevés, maintenez les faits et exigez le respect de vos droits. Et si possible, faites-vous accompagner par un témoin.

Pour plus d'informations sur la Loi sur la protection du consommateur ou si vous désirez obtenir la brochure "Osez vous plaindre: ça porte fruit". communiquez avec le bureau de l'Office de votre région (pages bleues du bottin, Gouvernement du Québec). soulignons aux groupes Nous intéressés à animer des activités sur le sujet, que la campagne de l'Office comprend brochure, répertoire d'activités et affiche. Un vidéo avec quide d'accompagnement est aussi disponible sur demande.

Source: Matériel de la campagne "Osez vous plaindre: ca porte fruit". Office de la protection du consommateur. Gouvernement du Québec. octobre 1980.

VOUS AVEZ DIT MÉDECINE..."DOUCE"?

Par Sylvie Chaloux

Étant donné les changements à prévoir dans le milleu médical (coupures?), penchons-nous un instant sur cette médecine dite traditionnelle. Nous sommes prêts à lui accorder de nombreux mérites, mais n'aussenues pas oui-dire de quelques-uns de ses métais?

Le Docteur Mongoau affirme pour sa part 'qui malade sur orna damis dans un h\u00f6pital universitaire moyen y contacte une maladie attrogène parfois bénigne, nécessitant le plus souvent un traitement particulier, et autoritation de la contration de la contratio

De plus, il radicalise sa position en démontrant que la médecine actuelle laisse les gens dans une passivité qui encourage le statu quo: "La médicalisation du plus grand nombre de situations constitue le signe de l'établissement de la domination des techniciens de la santé sur une partie importante de la vie des gens. Ceci se traduit par une dépendance croissante des médecins et de leurs solutions, qui sont la plupart du temps medicamentées... La médicalisation des problèmes ne fait pas que dévetopper la passivité: elle entraîne aussi une uniformisation des comportements, car dans l'application de ses solutions, la médecine normalise".1

N'allons pas jusqu'à dire qu'il faudrait se passer de nos medecins mais nous aurions súrement interêt à nous faire confiance et à nous écouter davantage. Nous avons souvent tendance à chercher une réponse à

l'extérieur en consultant quelqu'un qui nous connaît pas ou peu. Bien sûr, le médecin délient une connaissance plus élaboree mais ne wonsnous pas "avec" notre corps depuis tant d'années? Pourquoi ne pas faire confiance a note intuition, à la connaissance que nous avons de nousmêmes?

La remise en question du monde médicat à eu ses effets. De nombreuses approches et techniques dities douces ont pris forme pour pal-lier aux lacunes observées dans le monde de la médicane moderne. Ces etchniques ne quénssent pas de façon speciaculaire comme un médicament peut le faire pour un symptôme quelconque, mais pratiques courrement ou quotifienne-

ment et a long terme, elles ameliorent notre état de sante géneral.

LE YOGA

Il existe plusieurs méthodes pour se "soigner doucement", par exemple: l'acupuncture, l'homéopathie, l'hypnose, la naturopathie et l'ostéopathie

Certaines de ces méthodes soni à la fois curatives et preventives. Il en est anna du yoga. Cette pratique date de plus de 3.000 ans avant J. C. Son ongine se situe en Inde C'est une science de la santé. contrairement à médécine cocidentale moderne qui est avant fout une science de la médécine cocidentale moderne qui est avant fout une science de la médécine cocidentale moderne qui est avant fout une science de la médécine cocidentale moderne qui est avant fout une science de la médécine conforte ne de la médécine commendate de la médécine commendate de la médécine conforte de la médécine de la médécine de la médécine conforte volture s'user avec le temps.



Photo Pierre Cres

nous nous résignons à la perte de l'efficacité de notre corps au fur et à mesure que les années passent Nous nous demandons toujours comment y échapper, et pourquoi les animaux contrairement à nous, semblent capables de continuer à fonctionner normalement tout au long de leur existence En fait le processus du vieillissement humain est en grande partie artificiel et il est surtout le résultat d'une auto-intoxication. Le voga fait travailler systématiquement toutes les parties du corps humain afin de les maintenir en équilibre et en parfaite condition. En veillant à garder le corps sain et souple, il est possible de diminuer considérablement le processus de détérioration des cellules.

Si le coros se plaint, nous prenons des médicaments et faisons taire ainsi le moindre signal qui pourrait nous avertir d'un trouble. Ainsi nous atteinte aux systèmes portons naturels de détense de l'organisme. Le voga active ces systèmes naturels de défense.

Selon une étude, on a pu observé des effets considérables chez des individus avant pratiqué le voga quotidiennement durant une période de 6 mois: la capacité respiratoire s'amplifie, le poids et le tour de taille diminuent. la résistance nerveuse s'améliore, le taux de cholestérol et de sucre dans le sang diminuent aussi.

Il n'v a pas d'âge ni d'état préalable recommandés pour commencer la pratique du yoga. De l'enfance au troisième âge, du malade au bien portant la pratique reste bénéfique. Chez la personne âgée, bien des problèmes proviennent du manque d'exercice, de mauvaises habitudes alimentaires et d'une respiration superficielle Notre corps possède de grands pouvoirs régénérateurs: il s'agit de le stimuler doucement, sans le forcer ni l'agresser. Pour y arriver, te yoga propose quelques principes fondamentaux.2

Une bonne relaxation: Le corps et l'esprit détendus sont pour chacun de nous un état naturel, un droit que nous acquérons des la naissance: ce n'est que le rythme accéléré de notre vie qui nous le fait oublier. Qui apprend à garder le corps et l'esprit relaxés s'aide à se garder en santé. On économise ainsi notre énergie corporelle au lieu de la disperser dans des tensions musculaires. La relaxation, c'est se donner le droit et privilène de s'arrêter. Il s'agit de laisser aller au lieu de retenir, de ne pas faire plutôt que de faire. Souvent, une relaxation profonde diminue l'anxiété et la fatique bien mieux que de nombreuses heures d'un sommeil agité.

Nous pouvons dejà commencer à relaxer. Nous n'avons besoin de rien. que de notre corps allongé sur le dos. Une fois dans cette position, on contracte et on relâche chaque partie de notre corps. Par exemple, on leve à quelques pouces du sol nos jambes. on les tend puis on les laisse tomber et ainsi de suite pour chaque partie du corps. Ensuite, on respire lentement et profondément en continuant à détendre nos muscles mais cette foisci par autosuggestion en répétant mentalement: "je détends jambes, mes jambes sont détendues"

De bons exercices: Le yoga nous apprend plusieurs postures qui doivent être exécutées lentement et à notre propre rythme. Il y a trois phases: prendre la posture, la tenir et la relâcher. Les exercices se font toujours dans la détente. C'est par la répétition que le corps s'assouplit graduellement, en s'alliant à une bonne respiration.

Il est facile de pratiquer ces postures. Elles ont un effet sur tout l'organisme. Elles assouplissent la colonne vertébrale et les articulations. tonifient les muscles, les glandes et les organes internes. Pour apprendre ces exercices, il s'agit de consulter un livre sur le yoga. La plupart de ces livres expliquent et illustrent d'une facon précise chaque position.

Une bonne respiration: Nous savons tous que respirer, c'est vivre. Il est possible de vivre pendant plusieurs jours sans boire ou sans manger, mais privés du souffle nous mourons en quelques minutes. Il est alors étonnant de constater que nous pensons si peu à notre respiration. Le yoga nous apprend à respirer profondement pour atteindre un maximum de bien-être. Respirer profondément signifie: se servir de toute sa capacité pulmonaire Pas uniquement une respiration claviculaire où il n'y a que la partie supérieure des noumons qui est active.

11 est important de "descendre" sa respiration, de faire travailler son diaphragme. C'est un muscle qui se situe à la base des poumons et il travaille dans des mouvements ascendants/descendants. A l'expiration, l'abdomen se contracte et le diaphragme monte, massant le coeur; à l'inspiration l'abdomen se gonfle et le diaphragme descend. massant les organes abdominaux.

Voici un exercice simple à réaliser chez vous: il s'agit de prendre conscience de vos inspirations/expirations. Puis, à l'inspiration, gonflez l'abdomen et à l'expiration contractez l'abdomen. Comptez: "Et 1 et 2 et 3" à chaque inspiration puis comptez de nouveau à chaque expiration. Lentement, à votre propre rythme.

Ces exercices simples en soi nous aident à rester plus détendus, plus calmes et provoquent une saine vitalité dans tout notre corps. Il y aurait tant a dire encore, mais il en va du voga comme de toute technique: pour en connaître les bienfaits véritables, il faut tout simplement la pratiquer!

⁽¹⁾ Dictionnaire pratique des médecines douces, présenté par le Dr Serge Mongeau. éd. Québec/Amérique, 1980, 389 p.

⁽²⁾ Le Yoga, guide complet et progressif. ed Robert Laffont, 1984, 192 p.

TÉLÉ

REGARDS DE JEUNES SUR LE GRAND ÂGE DANS LE MONDE FRANCOPHONE

Par Hélène Monette

Le 1er novembre dernier. Télévision Quatre-Saisons diffusait l'émission Regards de jeunes.... L'intérêt de ce grand reportage était surfout de faire témoigner des retraités-es du Nord et du Sud.

Dans ce document, des personnes áglees du Séreigal du Cameroun, du Québec et de la France nous luvent leurs commentaires et nous font part de leurs expériences par l'entremise de jeunes reporters. Un jumelage pays'réporter a ainsi permis aux jeunes de découvrir des sociétés très differentes des leurs.

INITIATIVES ET BOULEVERSEMENTS

Ce qui nous a paru très intéressant dans cette émission speciale dédiée à René Lévesque, c'est justement son potentiel d'initiatives. Nous voulons dire par la que les actions concrétes menées ailleurs par les personnes agles, nous en ont appir beaucoup sur la force de l'âge" des ainés du waste monde... ou lout au moins, de la francophonie.

Seynabou Diop, malgré ses perceptones du villessement au Duebeceptones du villessement au Duebeemprentes de clichés, nous rapporte deux initiatives intéressantés réalsées par les personnes âgées d'ici time chronique d'information radioplionique en circuit terme au Mianoir Vardun et le projet "L'amitie n'a pas d'agé" où des entants du précolaire et de l'élémentaire rencontrent leurs aînés.

Nathalie Lemieux nous présente Fama. 62 ans, présidente de la section des femmes du FARPAS [Federation des associations des retrailés el personnes âgees du Sénègal]. Respirant la santé, cette femme d'action, de pouvoir, de pouvoir, gris' tient à ce que les ainés revendiquent car elle pense à l'avenir des futures personnes âgées en mettant toute son expérience à profit d'aufrair.

Comment d'un certain pouvoir économique, les aines du Sénégal se sont créé une caisso d'épargne et de crédit pour gérer leurs intérêts financiers C'est que, dans ce pays, les fonds de retraite, qu'ils soient issus du gouvernement ou des compagnies

permettent aux personnes âgées de faire vivre tous les leurs: ce qui veut dire la famille, extrémement nombreuse, qui elle-même s'élargit souvent à tout le voisinage!

Dans un tel contexte, l'esprit communautaire est la régle d'or. Mais les jeunes sont maintenant attirés par l'Occident, ils contestent la tradition et teurs airfes, et à cause du taur de chômage très élevé et du choc des valeurs, ils contribuent peu à la survie collective du groupe.

Il y a donc perte de l'esprit com-



munautaire et isolement. Mais Fama et ses alliés se préoccupent des nouveaux problèmes sociaux et considèrent l'importance d'instituer des projets pour les jeunes.

21

Quand à Laurent Rivet, il ouvre son reportage avec une phrase choc "Le pouvoir des anciens n'est plus absolu". Effectivement, au Cameroun, les personnes âgées ne peuvent plus charansmetre le savoir des anciens de devinansmetre de guérison et de divination car. il n'y a plus de jeunes à qui les transmettre l'enore ric, l'Occident use de son pouvoir d'attractive.

Dans les villages du Cameroun, la villages es vi l' pasiblement mais la communication jeunes: moins jeunes ne va pas de soi comme dans le passe. En ville, on assiste a un nouveau phénomène: la solitude des an-

Ce centre fait réfléchir quand on se dit que la vie de famille africane, de façon générale, a toujours été à la base de toute l'activité sociale. Veiller à la sécurité de chacun et de tous. Allleurs, en France, à La Rochesur-Yon, on a institué un "Conseil des sages". Il s'agit d'un comite consultatif que la maine a mis sur pied pour permettre aux aines de s'engager à fond dans la vie de la communauté.

> de jouer un rôle dans la cité". Les personnes à gées sont ainsi consultées par les services de la Ville au sujet de projets de développement et d'aménagement.

SOLIDARITÉ

L'emission "Regards de jeunes" nous aura lait réflèchir sur les rapprochements à faire entre jeunes et moins jeunes, sur cette solidarité possible à réétablir au Nord comme au Sud.

Les initiatives des personnes ágées comme élements de solution aux enjeux sociaux sont donc non seulement réalisables mais profitables à tous.



ciens. Un refuge a été mis sur pied par des religieuses mais elles n'acceptent que les personnes àgées démunies qui n'ont pas d'enfants ni augune relation. chaque membre de la sociéte. Rivet conclut: "Certains pays d'Afrique devront-ils implanter des structures d'assistance pour les personnes âgées?"

SOLUTION DU MOT MYSTÈRE

Universalité

VIEILLIR SANS VIOLENCE Suite de la page 17

ple le plus flagrant les foyers claudes destins, dénonciés depuis déjà decients, dénonciés depuis déjà des des la réalité de la républica ran par l'AQDR dans ses manifestes. Depuis, ran, ran rien: d'un côté la négligence coupable des pouvoirs de puvier de sette privé. Partout, la violence cyrique de l'autilitérance. Les ainés, depuis plus de dix ans, dénoncent, crient lleurs droits et manifestent: ils ont l'impression que gai n'avance pas. Il marque en fait la voltré politique de faire quelque chose.

Cette volonté n'existera que si les groupes de personnes âgées font les pressons nécessaires, en liaison avec l'ensemble des intervenants de tous les réseaux. C'est la principale conclusion du Colloque "Vieillir sans violence".

Et la suite?

Le Colloque a été un grand succès, mais ce n'est pas suffisant. L'événement d'octobre n'est qu'une étape dans l'action. Désormais, c'est localement, dans les régions, que doivent se passer les concertations nécessaires. Faudra-l-li refaire des colloques régionaux, à partir de beseins plus preces en matière d'action contre la violence? Faudra-l-li, mons visiblement, demarter des actions contre concretes en passe à tous tes particparts de Colloque de Montréal. describais montréals d'un responsabilité prortaire. En tout état de cause, l'action de l'action de l'action de l'action production de l'action de l'action l'action de l'action de l'action production de l'action de l'action l'action de l'action l'action de l'action l'action de l'action l'action de l'action de l'action l'action de l'action de l'action l'action de l'action de l'action de l'action l'action de l'action de l'action de l'action l'action de l'action de l'action de l'action de l'action de l'action l'action de l'action l'action de l'action de l'action de l'action de l'action de l'ac

INFORMATIONS 3ème ÂGE

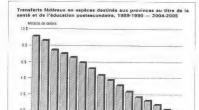
LES CONSERVATEURS CONTRE LES PROGRAMMES SOCIAUX

LE PROJET DE LOI C-69: UNE MESURE À COMBATTRE

Le Consell canadien de Développement social a récemment publié un bulletin spécial afin d'informer les Canadiens et les Canadiennes d'un projet de loi actuellement à l'étude au Parlement, qui met en péril les programmes sociaux du Canada.

L'adoption du projet de lo C-50 permettaria au gouvernement federal de diminuer graduellement sa particpation au régime d'assurancemaladie et à l'éducation postseconmaladie et à l'éducation postseconmaladie et à l'éducation postseconmaladie et à l'éducation postseconmaladie et à l'éducation postseconprogrammes Ce projet de loi menace également le infrancement d'autres programmes importants tels l'adde sociale et les services sociaux l'adde sociale et les services sociaux l'adde sociale et les services sociales et l'adde sociale et les services sociales et l'adde sociale et les services sociales et l'adde sociales particulations pur jet est l'a goutte qui fait déborder le vase."

En retirant los versements fédéraux aux programmes sociaux nationaux, le projet C-69 accentuerait les disparités régionales au Canada entre les programmes destinés aux personnes malades, pauvres ou nécessiteuses. Aussi des organismes nationaux ont décidé de faire front commun pour avertir les Canadiens et Canadiennes des répercussions néfastes du projet de loi C-69 sur leur vie, sur celle de leurs familles et amis et sur le bien-être de leurs communautés. Un comité du Sénat tenait jusqu'au debut décembre 1990 des audiences sur ce projet de "Loi sur la compression des dépenses du gouvernement" (C-69)



LES CONSEQUENCES DU PROJET

Prévisions basées sur des données lédérales effectuées par Tim Sale

En résumé, l'entrée en vigueur du projet de lo C-69 accélérarsi la diminution des contributions tedérales versées aux provinces au titre de l'assurance-maladie et de l'éducation postsecondaire. Ainsi, ces verse-ments baisseraient chaque année. Alors qu'ils attegnaient quelque 9 milliards de dollars en 1999-1990, ils deviendragent nuis vers l'ar 2004.

Ainsi, le fardeau financier lié au régime d'assurance-maladie, aux collèges et aux universités retombe directement sur chacune des dix provinces, à cause de la diminution constante des fonds fédéraux.

Autre chose. Le projet de loi C-69 platonnerait, et cela pour la première fois, le financement fédéral destiné aux prestations d'aide sociale et aux services sociaux dans les trois provinces "riches" que sont l'Ontano, l'Alberta et la Colombie-Britannique. Expliquons le contexte.

Le Régime d'assistance publique

du Canada (RAPC), instauré en 1966, vise à aider les provinces à fournir vise à aider les provinces à fournir des "services de bien-être social" dels services socialus adequats aux personnes dans le besoin. Le RAPC, ainsi que le supplément de revenu garanti pour les retraités disposant de labiles revenus, est le seul programme national qui permette de combatre la pauvreté

En vertu du projet de la C.69. Le ARPC ne serait plus une source de financement paranti et souple, pouvant aider les provinces à des face à des nombres élevés de chômeurs, de personnes pauves us sans abri. De plus, lout indique que dans ses budges à verir, le floate pourrait facilement étendre à l'ensemble des provinces et des territoires le platfonnement des contributions féderales éstinées au RAPS.

PERSONNES PAUVRES ET PERSONNES ÁGÉES

Les personnes pauvres du Canada devraient être les dernières à souffrir des compressions budgétaires Mais l'adoption du projet de loi C-69 aqgravera probablement leur situation car les provinces sont peu disposées à supporter des coûts accrus reliés aux services sociaux et à l'aide sociale, ou en sont incapables.

L'Association canadienne des travailleurs sociaux affirme que l'effritement d'importants programmes sociaux financès par le RAPC tels la garde des enfants, les services d'aide à l'enfance et les soins à domicile. touchera plus de 14 millions de Canadiens, soit 57% de la population. Or, en ce qui concerne les personnes âgées, étant donné le vieillissement de notre population, si nous n'investissons pas dès maintenant dans l'amélioration de la santé des personnes àgées, le fardeau imposé à notre système de santé deviendra insuponriable

Déià, dans le contexte actuel, les provinces doivent trouver un peu plus de fonds chaque année pour combler le manque à pagner du aux restrictions tédérales. Un tel effort est particulièrement difficile pour les provinces pauvres, en particulier celles dont la population comprend une forte proportion de personnes ágees (Rappelons à ce suiet que le taux de pauvreté au Québec est fort élevé (3e rang au Canada) alors que le vieillissement de sa population s'accélère de plus en plus).

Le projet de loi C-69 prévoit que la contribution totale du fédéral au régime d'assurance-maladie n'augmentera pas du tout. Aucuns nouveaux fonds ne seront consacres aux personnes ágées, ni au traitement des hommes, temmes et enfants atteints du SIDA, ni à la mise au point de nouvelles techniques médicales visant à sauver des vies.

QUE POUVEZ-VOUS FAIRE?

Premièrement procurez-vous la publication "Les programmes sociaux du Canada en péril". Lisez-la et pourquoi pas en distribuer? Pour obtenir des exemplaires gratuits écrivez aux Publications

Conseil canadien de Développement social (CCDS) 55, avenue Parkdale

Ottawa (Ontario) K1Y 4G1 ou composez le (613) 728-1865 et demandez le Service des publications du CCDS

Ensuite, si vous désirez dénoncer le projet de loi C-69, vous pouvez écrire au ministre des Finances Michael Wilson! ou encore écrire ou téléphoner à votre député-e à la Chambre des communes pour lui demander ce qu'il ou elle peut faire pour arrêter le projet de loi C-69. Un autre moven consiste à écrire au rédacteur de votre journal local: la rubrique des lettres à la rédaction est celle qui est la plus lue dans les journally

Source Conseil canadien de Developpement social.

M Michael Wilson, ministre des Finances Chambres des communes

(Toute lettre a un-o député e de la Chambre des communes se poste sans timbro

CRÉDIT POUR LA TPS

Étes-vous parmi les 138,000 personnes àgées du Canada qui ont recuune déclaration de revenus simplifiée portant sur les années 1987, 1988 et 1989?

Revenu Canada-Impôt a fait parvenir cette déclaration d'une page à 138,000 personnes bénéficiaires de la pension de sécurité de la vieillesse. Pourquoi? Parce que ces personnes n'ont pas soumis de demande pour le crédit pour taxe fédérale sur les ventes ni pour le crédit pour la TPS.

Selon le ministre du Revenu national. M. Otto Jelinek, "grâce à cette déclaration... les personnes âgées



seront assurées de bénéficier de tous les avantages auxquels elles ont droit". En fait, "tous" les avantages se résument ici au versement du crédit pour la TPS. Alors, il faudrait neutêtre ne pas se montrer tron vite enthousiaste face à une telle mesure.

En produisant une déclaration de revenus pour des années délà passées (1987,1988,1989), une personne peut s'exposer à des vérifications qui pourraient lui nuire. Entendons par là que de produire cette déclaration pourrait lui coûter cher et que de ne pas profiter de son crédit-TPS pourrait être une meilleure initia-

Précisons, au départ, que nul n'est tenu de produire une telle déclaration au sens d'une réclamation pour la TPS. Tant que la loi n'est pas en viqueur, tout ceci ne demeure que des mesures incitatives. Vous ne serez nullement hors-la-loi puisque la loi sur la TPS, du moins au moment de mettre sous presse, n'existe même pas encore. Elle n'est encore qu'un proiet de loi à l'étude au Sénat. Le gouvernement n'a pas de pouvoir juridique tant que la loi n'est pas en vigueur.

Enfin. si vous produisez cette déclaration, assurez-vous que ce supplément (crédit-TPS) serait à votre avantage en vertu de vos revenus trop faibles: approximativement en decà de 12.000\$ pour les personnes seules et en deçà de 17,000\$ pour les couples.

L'AIDE INFORMELLE: POSITION DU CONTA

Le Conseil consultatif national sur le troisième âge (CCNTA) publiait récemment un document intitulé: "La position du CCNTA sur l'aide informelle: soutien et mise en valeur". Il s'agit d'un rapport assez étoffé de la plus récente réunion du Conseil qui indique clairement la position du CCNTA au niveau de l'aide informelle.

En bref, le Conseil consultatif na. tional sur le troisième ane croit que le rôle essentiel des aidants informels auprès des ainé(e)s en perte d'autonomie, doit être davantage reconnu et apouvé, et ce tant dans les établissements que dans la communauté.

Le Conseil s'inquiète de la situation des aidants informels qui même s'ils ont peut-être endossé ce rôle volonfairement subissent des contraintes considérables dans leur vie ountidienne à cause de l'aide qu'ils rendentstress physique ou émotif. épuisement de leur capacité de faire face aux problèmes, restrictions dans l'utilisation de leur temps, etc.

Tout au long du document, le CCNTA propose une série de recommandations portant sur les liens à établir entre les réseaux de services formels et informels . les besoins divers et changeants des aidants naturels. les besoins de logements associés à l'aide informelle, les services communautaires renforcant l'aide informelle, les coûts monétaires de l'aide informelle ainsi que sur les coûts reliés au milieu de travail des aidants

ISOLEMENT DES PERSONNES AGÉES

Le Comité de renforcement de la communauté, formé de représentants des deux ministères de la Santé et d'organismes communautaires a notrové à l'AQDR la somme de 3.000\$ pour la réalisation du "Projet sur l'isolement des personnes ànées"

Ce projet a comme objectif général de former des personnes en tant qu'agents multiplicateurs locaux. Au moven d'un programme d'information portant sur l'isplement des personnes ágées, ces personnes assisteront à une formation et sur les outils (vidéos, quide d'animation) et sur les différentes facettes du phénomène de l'isolement chez les gens âgés.

Les agents multiplicateurs locaux ainsi renseignés pourront à leur tour



V ACTI•VIE



Vous êtes une personne active mais éprouvez des problèmes avec certaines activités de la vie quotidienne? Nous avons des centaines de solutions pour vous:

Aides pour la mobilité marchettes Able Walker Aides pour la maison couteaux ergonomiques

. napperons anti-dérapants . tasses deux anses Aides à l'habillage enfile-bas

Accessoires de salle de bain barres d'appui éponge à dos manche long

Aides pour la lecture et les amusements stylos pour arthritiques

appui-livre

Communiquez avec nous pour plus d'informations. démonstration auprès des groupes communautaires, volontaires ou institutions.



6900 boul. Décarie, Montréal (Québec) H3X 2T8 Tél: (514) 344-4428 - 731-8383 Fax: (514) 252-9575 sensibiliser d'autres personnes au rôle qu'elles peuvent jouer auprès des personnes isolées. Des moyens d'inlervention seront suggérés pour rejoindre celles-ci et les aider.

Le projet se réalisera dans les régions suivantes: Saguenay / Lac St-Jean, Bas St-Laurent, Mauricie, Estrie, Laurentides / Lanaudière et Montréal métropolitain.

TÉLÉ

Jusqu'au 14 février 1991, la Commission des droits de la personne du Québec dispose d'une demi-heure d'antenne sur le réseau communautaire (câble 9). La série s'intitule "Droits et libertés à votre portée" et chacune des émissions est reprise cinq tois par semaine dont le dimanche à 22 heures 30, le mercredi à 18 heures 30 et le vendredi à 15 heures 30 Cette série se veut sans prétention chalquirause et détendue.

Code postal :

CONCOURS LITTÉRAIRE

Les responsables du concours littéraire la Plume d'argent sollicitent des manuscrits auprès des personnes agées de 60 ans ou plus. Romans, récits. biographies, témoignages, contes ou nouvelles devront être remis au plus tard le 31 janvier

Le lauréat recevra une bourse de 700S, don de la Fondation Berthiaume-Du Tremblay, et son oeuvre sera éditée par Les Quinze. On s'informe auprès de Mme Françoise Morin ou de Mme Suzanne Dessureault au 382-0310.



LA FORCE DE L'AGE

FORMULAIRE D'ABONNEMENT ET DE RENOUVELLEMENT

(1 an/4 numéros: \$ 10)

Nom : _____ Tél. (bur): Tél. (rés.) : -----Organisme : Abonnement Ville: Réabonnement

Les chèques ou mandats doivent être établis à l'ordre de la:

AQDR

1850 rue Bercy, suite 113 A Montréal (Québec) H2K 2V2 Tél.: (514) 526-3845

LECTURE



VIEILLIR SANS VIOLENCE.

sous la direction de Jean Carette et Louis Plamondon, Presses de l'Université du Québec, Québec, 1990. 426 pages.

Cet ouvrage, publié à l'occasion du colloque Vieillir sans violence (voir page 17), regroupe 33 textes inédits rédigés par des intervenants de divers réseaux. Les auteurs se sont attachés à analyser les violences faitos aux ainés et à proposer des modes d'intervention en réseau naturel et en institution.



LE TRAVAIL BÉNÉVOLE À LA RETRAITE

Marie-Marthe T. Brault, Institut québécois de la recherche sur la culture, Québec, 1990, 122 pages.

Des personnes retraitées de 55 à 80 ans racontent les circonstances de leur engagement bénévole. A partir de ces témoignages, l'auteurie examine les modalités d'insertion sociale que peut offrir ce secteur du travail volontaire et gratuit à la population d'un trosième âge qui n'est plus synonyme de viellesse...



ACTES DU COLLOQUE «LE VIEILLISSEMENT AU TRAVAIL, UNE QUESTION DE JUGEMENT».

sous la direction de Hélène David, Institut de recherche appliquée sur le travail (IRAT), Bulletin no 31-32, Montréal, 1990, 212 pages.

Ce document comprend le texte intégral des communications d'une vingtaine de chercheurs, qui avaient été exposées lors du colloque de 1989. Plusieurs aspects des conditions et politiques touchant les travailleuses et travailleurs vieillissants qui à la retraite v sont aborréis.

MOT MYSTÈRE

SERVICES DE SANTÉ : 12 LETTRES

	~										
Ε	N	С	0	М	В	R	E	М	E	N	Ť
P	R	-	٧	E	S	Ε	U	Q	N	Α	М
E	Е	R	U	D	G	E	N	S	E	G	A
U	F	N	1	S	Y	S	Т	E	М	E	٧
S	0	C	1	Α	U	Х	L	G	Е	E	X
E	R	R	C	S	В	-1	S	R	D	U	U
C	M	Α	A	L	C	U	1	0	E	R	A
1	Е	G	1	1	S	1	S	G	C	G	Т
٧	E	Т	M	0	A	C	Е	N	1	E	1
R	S	0	Т	L	N	Е	N	E	N	N	P
E	D	G	R	A	T	U	1	Т	S	С	0
S	0	U	Т	1	Е	N	A	1	D	E	Н

VOIR SOLUTION PAGE 22

A ABUS AGES AIDE AINES

D DOMICILE DUREE

LIT

M MANQ MEDE

MANQUE MEDECINS

PRIVES

REFORME

ENCOMBREMENT ENGORGES

SANTE SERVICES SOCIAUX SOUTIEN SYSTEME

GENS GRATUIT H HOPITAUX

U URGENCE USAGER Module des aides techniques

Des solutions à votre mesure

2275 ave Laurier est Montréal (Québec) H2H 2N8 Tél.: (514) 598-5018